



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Catherine VAUTRIN

Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles

14 avenue Duquesne

75350 PARIS 07 SP

A l'attention de Madame MALEZIEU et Monsieur BOURDEAUD'HUY DGOS

Objet : Préavis de grève spécifique

Montreuil, le 5 juin 2025

Madame la Ministre,

Nous avons l'honneur de déposer auprès de vous un préavis de grève national pour le **19 juin 2025** conformément aux articles L.2512-1 et L.2512-2 par le Code du travail.

Pour les agents soumis à des services continus et dont les horaires d'embauche et de débauche débordent les jours et horaires précités, le préavis doit couvrir les agents en amont et en aval de ces journées.

Nous attirons votre attention sur le fait que ce préavis est valable pour l'ensemble des personnels médicaux et non médicaux relevant des établissements, notamment :

- **Les établissements sanitaires et sociaux, médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,**
- **L'Etablissement Français du Sang et activités de transfusion sanguine (E.F.S.) – (établissement public national) créé par le décret n°99-1143 du 29/12/99 et la loi n°98- 535 du 01/07/98 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme.**
- **Les ESPIC dont les CLCC, et les établissements privés ou services sanitaires sociaux et médico-sociaux chargés de la mission d'un service public (art. L.2512-1 et L.2512-2 du Code du travail ; Art. L.6112- 3 et L.6161-5 du Code de la santé publique)**

Le 19 juin 2025, les agents, salarié.e.s, étudiants, retraité.e.s du secteur public comme privé, et acteurs du secteur sanitaire, social et médico-social se mobilisent pour :

- **Une augmentation salariale entre tou-te-s les agent.e.s et salarié.e.s de notre champ (dégel du point tant dans le public que le privé associatif).**
- **Le versement des 183 euros du Ségur pour tou-te-s les exclus du secteur action sociale publique.**
- **Le retour de l'opposabilité des conventions collectives aux financeurs encadrant garanties collectives des personnel.les.**
- **La reprise des négociations loyales et sérieuses dans toutes les CCNT, pour de nouveaux acquis sociaux via la convention collective Unique, étendue et de haut Niveau.**
- **L'arrêt immédiat de la réforme du diplôme du travail social de niveau 6.**
- **L'amélioration des conditions de travail par l'augmentation des moyens matériels et humains par des professionnel.les qualifié.e.s pour répondre aux besoins de la population.**
- **Dénoncer la dégradation de notre système de Santé et d'action sociale, des moyens supplémentaires dans le cadre du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale.**
- **L'abrogation des journées de carence dans le secteur public et privé en cas de maladie.**
- **Le respect des libertés et droits individuels, collectifs et syndicaux et des salaires tout comme de la qualification.**


Nous renouvelons la volonté des personnels en lutte, de voir s'ouvrir de véritables négociations en vue du règlement des revendications portées par l'action de ces personnels.

Dans l'attente, nous vous demandons de prévenir les chefs d'établissements visés par la réglementation précitée afin de les rendre au respect du droit de grève, à commencer par l'application pleine et entière des dispositions du Code du travail en matière de négociation préalable ou de concertation prévue par la circulaire n° 2 du 4 août 1981.

Notre Fédération CGT Santé, Action Sociale rappelle que ses organisations savent prendre leurs responsabilités pour assurer la sécurité et les soins aux malades dans la limite des moyens humains et matériels.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Barbara FILHOL,
Co-animatrice espace revendicatif

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Barbara Filhol', with a stylized, flowing script.